



Juan José Ibarretxe, le chef de l'exécutif basque, salue ses partisans lors de la fête du PNV, le 28 septembre dernier à Foronda.

# Les nationalistes basques modérés défient Madrid

Le PNV veut modifier le statut d'autonomie. Refus de l'Etat espagnol.

Madrid de notre correspondant

**J**amais les nationalistes basques modérés n'avaient lancé un tel défi à Madrid. En présentant, le 25 octobre, un plan de sécession devant le Parlement régional, le Parti nationaliste basque (PNV, qui dirige le Pays basque depuis deux décennies) a provoqué un affrontement d'une gravité sans précédent avec Madrid. Qualifiant ce projet de «plan totalitaire» et de «trahison au pays», le gouvernement de José Maria Aznar a déposé, vendredi, une plainte au Tribunal constitutionnel car, à ses yeux, l'initiative des nationalistes basques «tourne le dos à la légalité» et «tente de faire voler en éclats la cohésion de la nation».

**Sans retour.** Le chef de l'exécutif basque, Juan José Ibarretxe, a pourtant engagé ses troupes dans un processus sécessionniste qui semble sans retour. Annoncé au printemps 2001, au lendemain de la victoire du PNV aux législatives basques, le «plan Ibarretxe» a été officialisé le 25 octobre et devrait être approuvé par le Parlement basque à l'automne 2004. Il revendique pour le Pays basque un statut de «libre association avec l'Espagne» – sur le modèle québécois –, les pleines prérogatives dans divers domaines

(justice, immigration, sécurité sociale...) et, surtout, le droit à l'autodétermination. «Nous, les Basques, avons des droits historiques anciens et nous voulons aujourd'hui exercer cette souveraineté», a déclaré Ibarretxe, sans tenir compte du fait que près de la moitié des Basques se disent «non-nationalistes».

Le PNV, qui partage les desseins indépendantistes de l'ETA sans approuver le re-

«Nous, les Basques, avons des droits historiques et nous voulons aujourd'hui exercer cette souveraineté.»

Juan José Ibarretxe, chef de l'exécutif basque

cours aux armes, sait que son projet se heurte à un obstacle a priori infranchissable: le plan Ibarretxe suppose une modification du statut d'autonomie basque de 1979. Or, celle-ci re-

quiert l'approbation des deux tiers du Parlement espagnol, une révision constitutionnelle et la ratification par voie de référendum à l'échelle nationale. Un scénario inimaginable puisque le Parti populaire d'Aznar et le Parti socialiste, opposés au plan Ibarretxe, représentent 80% des sièges aux Cortes. Cela ne suffit pourtant pas à décourager les nationalistes basques: «Si Madrid ne satisfait pas nos exigences d'ici le printemps 2005, nous organiserons un référendum auprès des Basques des sept provinces (Navarre et partie française incluses, ndlr), à la condition que l'ETA cesse de tuer», a déclaré Ibarretxe, laissant entendre qu'en cas de victoire du «oui», son gouvernement agira à sa guise. «Ce qui les intéresse les nationalistes, c'est de maintenir

une tension permanente avec Madrid», écrit Javier Pradera, dans *El País*.

**Manœuvre électorale.** Comment expliquer ce défi lancé par le PNV, une formation démocrate-chétienne centenaire, caractérisée jusque-là par sa modération et son ambiguïté vis-à-vis de son objectif politique? «Les dirigeants du PNV ont toujours cru au mythe de la souveraineté originelle d'un prétendu peuple basque, dit le politologue Antonio Elorza. Ils estiment que l'actuel statut d'autonomie, pourtant très généreux, est épuisé, et qu'il faut aller au-delà.» D'autres y voient avant tout une manœuvre électorale dans la perspective des législatives basques de mai 2005: «Ce plan de sécession vise à séduire les radicaux de Batasuna (la vitrine politique de l'ETA, hors la loi depuis mars, ndlr) qui représentent environ 15% de l'électorat. Si cette entreprise de charme fonctionne, le PNV est certain de rester au pouvoir», analyse un spécialiste. «Les nationalistes modérés ont fait, sur le long terme, un pari irréversible, dit le chroniqueur Patxo Unzueta. Du point de vue nationaliste, il n'y a que deux issues: ou l'Etat espagnol finit par céder de son propre fait; ou bien il convient d'accélérer le processus de rupture.»

FRANÇOIS MUSSEAU

## Autonome depuis 1979

**Trois «provinces»** composent la Communauté autonome d'Euskadi: Guipuzcoa, Biscaye et Alava.

**Population:** 2 millions d'habitants.

**Deux langues officielles:** l'espagnol et l'euskara.

**L'actuel statut d'autonomie** a été approuvé en 1979 par référendum, par 90% des votants. Ce statut est l'un des plus larges donnés à une région en Europe, en matière de justice, d'éducation, de santé et de police et d'impôts.

**Le Parti nationaliste basque** (PNV) dirige l'exécutif régional depuis 1980.

**Batasuna**, le bras politique de l'ETA, interdit par la justice espagnole en mars, dispose d'un groupe parlementaire (7 députés), que le PNV se refuse à dissoudre.